



République centrafricaine

FICHE-INFO ECHO

Faits et chiffres

Nombre de personnes déplacées (HCR): plus de 436 000, plus de 44 000 dans la capitale, Bangui

Nombre de réfugiés centrafricains (HCR): plus de 462 000 dans les pays voisins

2,7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire

Près de **1,5 million** de personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire

2,4 millions d'enfants sont touchés par la crise (UNICEF)

Autres chiffres

Population: 4,6 millions d'habitants

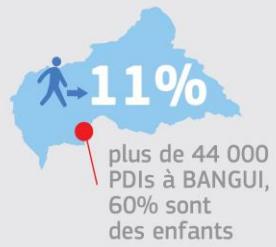
Classement IDH: 185e sur 187 pays (PNUD)

Aide humanitaire de la Commission européenne depuis décembre 2013: 69 millions d'euros (dont 20 millions d'euros pour les réfugiés centrafricains dans les pays voisins)

Aide humanitaire de l'UE (Commission européenne et États membres de l'UE) en 2014/15
plus de 186 millions d'euros

Aide humanitaire et protection civile
B-1049 Bruxelles, Belgique
Tél.: (+32 2) 295 44 00
Fax: (+32 2) 295 45 72
E-mail:
echo-info@ec.europa.eu
Site internet:
<http://ec.europa.eu/echo>

Plus de 436 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays



Plus de 462 000 centrafricains réfugiés au Cameroun, Tchad, RDC et en République du Congo



Financement humanitaire de l'UE* en 2014/2015



Ce que fait l'UE



protection



santé



aide alimentaire et nutrition



eau potable



assainissement



logistique

Source: UNHCR, ECHO/EDRIS - * Commission européenne et Etats Membres de l'UE

20/05/2015

En bref

- La République centrafricaine (RCA) connaît une crise humanitaire dévastatrice depuis 2013, lorsque le pays s'est retrouvé en proie à des violences intercommunautaires. Plus de la moitié de la population – 2,7 millions de personnes – a besoin d'assistance. 20 % ont été déplacées à l'intérieur ou en dehors du pays.
- Outre la protection contre les violences physiques, les besoins prioritaires portent sur la sécurité alimentaire, les soins de santé, l'eau, les installations sanitaires, l'hébergement et les articles ménagers de première nécessité.
- Tous les civils sont concernés par de graves problèmes en termes de protection. Malgré une récente amélioration, la situation reste instable et imprévisible en termes de sécurité et continue à entraver le travail des organisations humanitaires. L'importante criminalité affecte les communautés de nombreuses parties du pays, y compris dans la capitale.
- Depuis décembre 2013, la crise a contraint environ 220 000 personnes à fuir vers le [Cameroun](#), le [Tchad](#), la [République démocratique du Congo](#) et la République du Congo, portant le nombre de réfugiés centrafricains dans les pays voisins à plus de 462 000 personnes. La Commission européenne a engagé environ 20 millions d'euros pour subvenir aux besoins fondamentaux de ces réfugiés en termes d'hébergement, de nourriture, de soins de santé, de protection, d'eau, d'installations sanitaires et d'hygiène.
- L'Union européenne est le principal donateur d'aide humanitaire en RCA, avec plus de 186 millions d'euros octroyés depuis 2014. À elle seule, la Commission européenne a fourni 69 millions d'euros (dont environ 20 millions d'euros pour les réfugiés centrafricains dans les pays voisins) d'aide humanitaire depuis décembre 2013.



* Toutes les dernières fiches-info ECHO:
bit.ly/echo-fi

Situation et besoins humanitaires

Contexte

La République centrafricaine (RCA) est l'un des pays les plus pauvres du monde et se retrouve confrontée à la pire crise humanitaire depuis son indépendance en 1960. Après un changement de régime en mars 2014 et le déploiement de forces armées internationales, le pays a du mal à rétablir la stabilité et l'ordre. Si le pire a été évité, la situation globale reste fragile en termes de sécurité. La majeure partie du pays est affectée par la présence de nombreux groupes armés et par une criminalité généralisée. Les populations locales sont régulièrement victimes d'abus et de traitements arbitraires. En dépit d'efforts incessants pour y mettre un terme, les tensions ethniques et religieuses demeurent très présentes.

Les violences intercommunautaires ont augmenté de façon spectaculaire depuis la fin de l'année 2013. Des attaques ont conduit à de graves violations des droits de l'homme et à la mort de milliers de civils. Un an plus tard, plus de 436 000 personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Dans la seule capitale, à Bangui, plus de 43 000 personnes ont dû fuir leurs maisons et vivent encore dans 34 camps de fortune et sur d'autres sites. On estime que 60 % d'entre elles sont des enfants. La population musulmane de Bangui a considérablement diminué (source: ONU).

Depuis décembre 2013, la crise en cours a forcé plus de 220 000 personnes à se réfugier dans les pays voisins: plus de 140 000 réfugiés se sont rendus au [Cameroun](#), près de 45 000 en République démocratique du Congo, près de 17 000 au Tchad et plus de 15 000 en République du Congo. L'afflux continu de réfugiés centrafricains dans les pays voisins porte leur nombre à plus de 462 000 personnes et augmente les besoins humanitaires de toute la région. L'insécurité persistante a eu un impact sur la vie de la population et sur les moyens de production, entraînant une diminution de 58 % de la production agricole. Le niveau de malnutrition chronique a augmenté et se situe actuellement parmi les plus élevés du monde (environ 40 % des enfants de moins de 5 ans selon l'UNICEF). La sécurité alimentaire de la RCA risque de se détériorer davantage si la sécurité n'est pas rétablie.

Principaux défis

Plus de la moitié des 4,6 millions d'habitants du pays a urgemment besoin d'une aide humanitaire. Les déplacements de masse, les destructions de biens et la perte des moyens de subsistance ont aggravé la vulnérabilité d'une population déjà fragile. La situation des personnes déplacées est particulièrement préoccupante. Le pays n'a pas les moyens d'aider les personnes concernées et les efforts humanitaires sont entrepris dans des conditions très difficiles, notamment en raison du manque de sécurité:



Le système national de santé s'est effondré en raison de la violence généralisée, le personnel ayant fui et cherché refuge ailleurs, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base et des médicaments de première nécessité, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé.



La protection des civils doit être renforcée. Des exécutions sommaires d'hommes sont signalées. La violence à l'égard des femmes est endémique. Les enfants, eux aussi, risquent fortement d'être victimes d'abus ou d'être exploités. Entre 6 000 et 10 000 garçons et filles ont été recrutés de force par des groupes armés. Ces enfants doivent être libérés suite à un accord obtenu au cours du Forum de Bangui en mai 2015.



Environ 1,5 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, ce qui peut engendrer de nouveaux problèmes nutritionnels. Les stocks des communautés se sont vidés et les moyens de subsistance ont été gravement affectés par les combats et le pillage des récoltes, des semences et des biens de production. De plus, les perturbations des marchés ont entraîné des augmentations substantielles des prix des denrées alimentaires et une forte diminution des revenus des ménages. Étant donné le rôle que joue l'instabilité sécuritaire dans l'augmentation du taux de malnutrition chronique, ces chiffres pourraient encore augmenter.



L'eau potable est rare. Moins de 35 % de la population a accès à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates. Sur la plupart des sites où se trouvent les personnes déplacées, l'accès à l'eau reste un problème en dépit d'une amélioration significative après un an d'intervention humanitaire. Le manque de latrines et l'absence d'une gestion des déchets adéquate, dus à la congestion des camps de personnes déplacées à travers le pays, posent de graves problèmes en termes d'hygiène publique.



Les abris d'urgence et les matériaux et outils de construction de base restent une priorité. Après un an d'utilisation dans des conditions météorologiques difficiles, les bâches doivent être changées. Afin d'aider les gens à retourner là d'où ils viennent, il est nécessaire de fournir une aide sous forme de matériaux et d'outils de construction.



Réponse de l'Union européenne

Avec une aide de plus de 186 millions d'euros depuis 2014 pour aider les personnes dans le besoin à travers le pays, l'Union européenne – la Commission et les États membres – est le plus grand fournisseur d'aide humanitaire en République centrafricaine. Une équipe renforcée d'experts humanitaires dans ce domaine suit de près l'évolution de la situation, évaluant les besoins et supervisant l'utilisation des fonds par les organisations partenaires.

L'UE s'est engagée à traiter la crise en RCA de manière globale et dans tous ses aspects: humanitaires, sécuritaires, politiques et en termes de développement. Un exemple de cette approche est le premier fonds fiduciaire à donateurs multiples de l'UE, appelé Békou («espoir» en langue sango) et créé en juillet 2014 par l'Union européenne et trois de ses Etats membres: la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Ce fonds vise à promouvoir la stabilisation et la reconstruction de la RCA et a été établi pour une durée maximale de 60 mois en vue de fournir une réponse à moyen terme. La contribution de l'UE s'élève à 51 millions d'euros (49 millions issus de fonds de développement et 2 millions provenant de fonds humanitaires).

Depuis le début de la vague de violence qui a secoué la République centrafricaine, l'UE a organisé **le transport aérien répété d'équipements de sauvetage et du personnel affecté à l'aide humanitaire** vers la RCA afin de venir en aide aux personnes touchées par le conflit. La Commission européenne a déployé son service aérien humanitaire **«ECHO Flight»** pour transporter des travailleurs humanitaires et des équipements dans la capitale, Bangui. En outre, des ponts aériens ont été organisés depuis l'Europe et Nairobi afin de transporter des abris d'urgence pour plus de 100 000 personnes déplacées, ainsi que des couvertures et des articles ménagers de première nécessité, tels que des ustensiles de cuisine, du savon et des moustiquaires.

L'aide humanitaire apportée à la République centrafricaine par la Commission européenne s'élève à 39 millions d'euros en 2013, faisant de la Commission européenne le principal donateur du pays. Depuis l'escalade de violence qu'a connue le pays en décembre, la Commission a engagé 69 millions d'euros d'aide humanitaire (dont presque 20 millions d'euros alloués pour couvrir les besoins fondamentaux des réfugiés dans les pays voisins). L'aide humanitaire se concentre sur les personnes déplacées dans et hors des camps de personnes déplacées.

La Commission européenne finance des projets humanitaires en vue de permettre le libre accès aux **services de santé primaires** par le biais de cliniques mobiles, un accent particulier étant mis sur les interventions permettant de sauver des vies et le contrôle des maladies infectieuses épidémiques. Des projets visant à améliorer la **protection des civils** sont également pris en charge, y compris le suivi des incidents, la défense des victimes et l'aide médicale, psychosociale et juridique aux victimes. **Afin d'éviter une crise à l'échelle nationale, l'aide alimentaire** est une priorité. Les opérations humanitaires ont pour objectif de combiner l'aide alimentaire et les initiatives de transfert de fonds une fois que les activités commerciales fonctionnent à nouveau normalement. En outre, la Commission européenne soutient des actions intégrées afin de fournir de **l'eau potable**, de rétablir des installations **sanitaires** décentes et de promouvoir de meilleures **pratiques** en matière d'hygiène (WASH). **Des abris d'urgence et des articles non alimentaires**, comme des couvertures et des moustiquaires, ont également été mis à disposition. Plus de 20 000 bâches en plastique ont été expédiées à Bangui pour protéger 100 000 personnes déplacées. **La logistique et la coordination de l'aide**, tout comme le service aérien humanitaire et la gestion adéquate de la sécurité, sont d'une importance capitale pour que l'aide apportée soit utile et efficace. Un centre logistique commun à la disposition des ONG a déjà été mis en place. Une attention toute particulière est accordée aux services aériens humanitaires et à l'étroite coopération avec les acteurs concernés.

Depuis décembre 2013, La Commission européenne fournit **environ 20 millions d'euros pour venir en aide aux réfugiés centrafricains dans les pays voisins**. Presque la moitié de ce financement est dépensé au Cameroun, qui a dû faire face au plus grand nombre de réfugiés fuyant la RCA au début de la crise, tandis que 7,8 millions d'euros sont dépensés au Tchad et 1 million d'euros en RDC et en République du Congo. L'aide humanitaire répond aux besoins fondamentaux des réfugiés, tels que **l'hébergement, la nourriture, les soins de santé, la protection, l'eau et les installations sanitaires**. Les fonds sont mis en œuvre par le biais de partenaires de la Commission européenne, comme les agences des Nations Unies, des ONG internationales et des organisations internationales telles que le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.



Exemples de projets d'aide financés par ECHO

La livraison de bâches en plastique et d'autres équipements de sauvetage par le biais de ponts aériens d'urgence financés par la Commission européenne a permis aux organisations humanitaires d'augmenter l'aide de première nécessité dans différents secteurs. Trois principaux partenaires d'ECHO ont été impliqués dans cette opération: **Solidarités International** et **ACTED** se concentrent sur la réduction de la vulnérabilité des personnes déplacées en leur fournissant des abris ainsi que de l'eau potable, des installations sanitaires décentes à l'intérieur et à l'extérieur des camps de personnes déplacées, tandis que **Première Urgence – Aide Médicale Internationale (PU-AMI)** renforce ces opérations et a mis en place une plate-forme logistique pour stocker les biens et les équipements des partenaires d'ECHO et d'autres organisations humanitaires sur le terrain. © UE/ECHO



Financé par la Commission européenne, l'**International Medical Corps (IMC)** a amélioré l'accès des personnes déplacées, des personnes de retour sur leur lieu d'origine et des communautés hôtes aux interventions en matière de santé et de nutrition. Il a également mis en place des activités de prévention et de traitement du paludisme pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les femmes allaitant des enfants, ainsi que des services de soins de santé génésique, de traitement des cas de violence à l'égard des femmes et des activités de conservation des médicaments de première nécessité dans les installations en service. En outre, l'IMC forme les membres des comités locaux à évaluer les risques, à se préparer aux catastrophes et à améliorer la capacité des populations les plus vulnérables à résister aux crises humanitaires. © IMC

Les ménages dans les zones de conflit les plus touchées ont du mal à faire face au manque de nourriture et à la baisse des revenus disponibles. Le pillage des récoltes, les marchés non opérationnels et l'extrême pauvreté posent des défis supplémentaires, susceptibles de déclencher une crise alimentaire et nutritionnelle à l'échelle nationale. La Commission européenne finance l'**International Rescue Committee (IRC)** afin d'éviter ce scénario et d'atténuer l'impact de la crise actuelle à travers des activités telles que la distribution de bons d'alimentation aux personnes dans le besoin et la mise en place d'initiatives de construction d'abris sûrs contre rémunération. Le projet vise également à accroître le matériel agricole disponible et les connaissances des bénéficiaires en termes de pratiques agricoles, en partenariat avec Action Contre la Faim. © UE/ECHO



Dans le cadre de l'initiative [**«EU Children of Peace»**](#), la Commission européenne finance un projet mis en œuvre par le **Danish Refugee Council (DRC)** en République centrafricaine. Cette initiative soutient un total de 50 écoles et aide à développer un système de formation professionnelle afin d'offrir un accès à l'éducation à 14 400 enfants. Elle prévoit la création d'environnements de protection pour faciliter la réintégration de 600 enfants ancienement associés aux groupes armés et prévoit une campagne de sensibilisation auprès des chefs communautaires, religieux, civils et militaires afin de faciliter la réinsertion de ces jeunes encore mineurs. 1 400 enfants visés par des activités éducatives bénéficient également d'un soutien psychologique. © UE/ECHO

La crise centrafricaine a affaibli un système de santé déjà fragile. Grâce au financement d'ECHO, **Save the Children** fournit des soins de santé et de nutrition gratuits à près de 150 000 enfants et à leurs familles. Grâce à ces fonds, le personnel de santé local a été formé en vue d'améliorer la qualité des soins de santé, tout comme les travailleurs de la santé en milieu communautaire en vue de prévenir, d'identifier et de signaler les principales maladies afin que tous reçoivent un traitement approprié en temps utile. Au cours de l'année écoulée, 120 000 consultations médicales gratuites ont été dispensées, dix fois plus que l'année précédente. Save the Children soutient également l'hôpital régional afin que les enfants souffrant de cas graves de paludisme, de pneumonie ou de malnutrition reçoivent les soins dont ils ont besoin, que les femmes accoucheut avec l'aide de sages-femmes qualifiées et que les blessés de guerre bénéficient d'interventions chirurgicales d'urgence. © Save the Children

